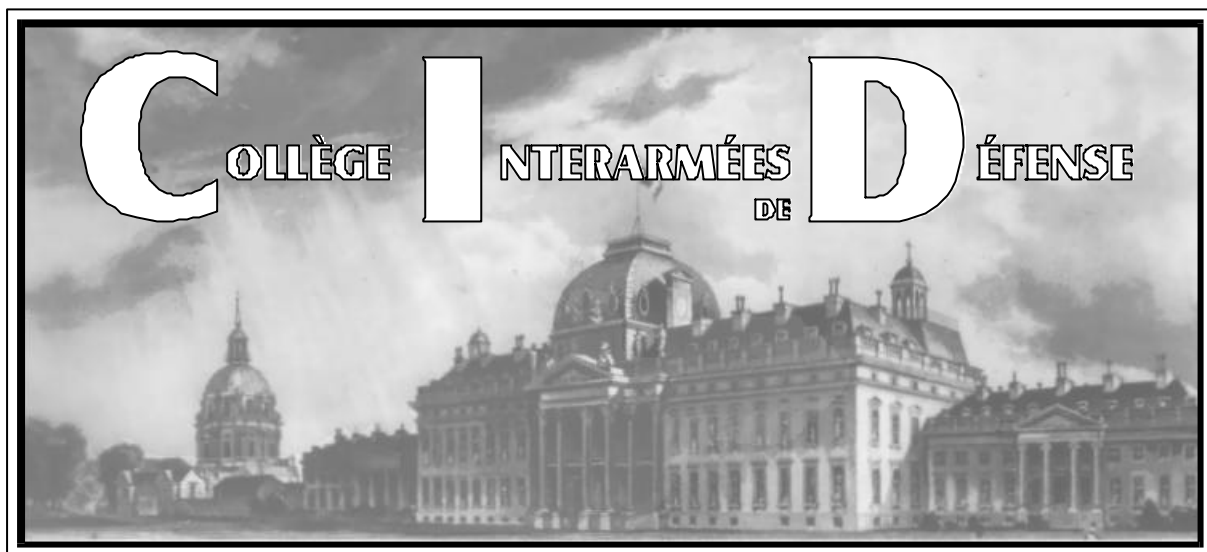




MEMOIRE DE STRATEGIE

Les sociétés de mercenaires, nouvelle stratégie d'action et de prévention des Etats

Officier rédacteur: CEN (TA) FLEURET

FICHE DE PRESENTATION

I) Objet : « Les sociétés de mercenaires, nouvelle stratégie d'action et de prévention des Etats »

II) Auteur : CEN (TA) Vincent FLEURET

III) Date de rédaction : 22 février 2000

IV) Division : C

V) Nature du travail : Mémoire de stratégie.

VI) Résumé de synthèse

L'objet de ce mémoire est d'étudier la possibilité nouvelle qui est offerte aux Etats, depuis une dizaine d'années, dans le cadre de leur stratégie d'action, à savoir un mercenariat moderne qui est en passe de prendre une dimension stratégique déterminante dans la prévention et le règlement de certains conflits, que ce soit en Afrique, dans les Balkans et au Moyen-Orient .

Nous nous proposons d'étudier cette nouvelle stratégie d'action qui s'offre aux Etats, en analysant plus particulièrement les politiques suivies par des sociétés de mercenaires agissant au sein de vastes holdings, comme Executive Outcome, Sandline International, ou MPRI (Military Professional Resources Incorporated), qu'il s'agisse du recrutement, des opérations proposées aux Etats, mais aussi des campagnes médiatiques menées afin de les rendre plus respectables et donc plus facilement utilisables par les Etats . Cette étude sera précédée d'une analyse historique du mercenariat, puis complétée par l'exemple plus particulier de l'intervention de la société MPRI dans les Balkans .

VII) Mots clés

Mercenaires / Entreprises / MPRI / Executive Outcome / Sandline International /
Privatisation de la guerre / Conflits balkaniques / Conflits en Afrique / Compagnie privée

Les mercenaires sont des « troupes irrégulières à vocation transnationale », ce qui signifie tout combattant qui porte les armes, ou sert un appareil militaire, à l'étranger, sans être clairement envoyé en mission par le gouvernement de son pays.

Longtemps le terme « d'affreux » a collé à la peau des mercenaires. D'après Jacques Le Bailly dans « Une poignée de mercenaires », ce sont les ouvriers et les employés belges de l'Union Minière du Haut Katanga qui ont ainsi surnommés les premiers ces soldats de fortune partis dans la brousse katangaise chasser les rebelles, et qui rentraient au camp, couverts de piqûres de moustiques et dévorés par les sangsues. L'épopée de Bob Denard retrace bien ce genre d'homme (cf. annexe 1) .

Présents au Zaïre, après l'avoir été dans l'ex-URSS et dans l'ex-Yougoslavie, les mercenaires, la poussée du chômage aidant, viennent de pratiquement tous les pays d'Europe occidentale, des Etats-Unis, d'Australie, d'Amérique latine et d'Afrique . Ce sont désormais des professionnels entraînés à la guerre, maniant des armements très modernes, issus des unités d'élite telles les SAS britanniques, la Légion et d'autres forces spéciales .

Le mythe du mercenaire, assimilé à un « affreux » ou à un « chien de guerre », semble avoir vécu . Le baroudeur qui s'engageait dans des aventures lointaines, pour la gloire ou parfois - mais plus rarement - pour l'argent, laisse la place à des professionnels de la guerre moderne, aussi aguerris au maniement des armes d'assaut de tout type qu'experts en techniques de management des systèmes informatiques ou en formation d'armées étrangères .

La tendance mondiale à la démobilisation, qui place sur le marché du mercenariat des compétences nombreuses et multiformes, conjuguée à l'opportunisme de certains hommes qui ont très vite compris l'immense potentiel économique, humain et politique qu'ils pouvaient tirer de cette mutation géostratégique, et ont ainsi créé de véritables multinationales du mercenariat, ont provoqué cette croissance très forte du marché du mercenariat . Dans le même temps, ils ont mis au point des filières de recrutement performantes et très professionnelles .

Cette ressource en hommes, en matériels et en compétences, est alors mise à profit par de nombreux Etats, principalement anglo-saxons, afin de diversifier leur stratégie de prévention, voire d'action, et de régler ainsi de nombreux conflits dans lesquels ils ne veulent pas s'impliquer officiellement .

L'objet de ce mémoire est d'étudier la possibilité nouvelle qui est offerte aux Etats, depuis une dizaine d'années, dans le cadre de leur stratégie d'action, à savoir un mercenariat moderne qui est en passe de prendre une dimension stratégique déterminante dans la prévention et le règlement de certains conflits, que ce soit en Afrique, dans les Balkans et au Moyen-Orient .

Nous nous proposons d'étudier cette nouvelle stratégie d'action qui s'offre aux Etats, en analysant plus particulièrement les politiques suivies par des sociétés de mercenaires agissant au sein de vastes

holdings, comme Executive Outcome, Sandline International, ou MPRI (Military Professional Resources Incorporated), qu'il s'agisse du recrutement, des opérations proposées aux Etats, mais aussi des campagnes médiatiques menées afin de les rendre plus respectables et donc plus facilement utilisables par les Etats . Cette étude sera précédée d'une analyse historique du mercenariat, puis complétée par l'exemple plus particulier de l'intervention de la société MPRI dans les Balkans .

I – Analyse historique du mercenariat

A - Définition de la notion de mercenariat

Le mot mercenaire vient du latin *mercenarius* (« salaire », ou « avide de gain ») . En d'autres termes, d'après le dictionnaire Larousse, c'est un « soldat qui sert à prix d'argent un gouvernement étranger » . Pour pousser le raisonnement plus loin, nous pouvons ajouter que le mercenaire est donc un individu essentiellement attiré par l'argent, qui prend part à un combat dans l'unique but d'obtenir une rémunération facile, et qui est étranger par rapport à la partie qui l'emploie .

Le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU, monsieur Enrique Ballestrós, nous livre sa définition de la notion de mercenaire distincte des volontaires engagés dans un conflit armé aux côtés de peuples opprimés . Pour lui, « un mercenaire, c'est d'abord un contrat, un entraînement et une rémunération » . Par ailleurs, il donne quelques indications sur la rétribution mensuelle du mercenaire, qui se situe entre « 15 000 dollars et 18 000 dollars, à quoi s'ajoute une prime d'assurance-vie » . Quoi qu'il en soit, c'est autour de ces trois motivations principales, que selon monsieur J. Tercinet, on peut définir la notion de mercenariat : avoir été recruté pour prendre part à un conflit ; n'avoir aucun lien ou attache avec une partie en conflit ; enfin avoir reçu une rémunération pour le contrat honoré.

B - Quelques rappels historiques

Les conflits en Afrique noire ont souvent utilisé de mercenaires pour régler des problèmes de pouvoirs internes ou d'intérêts économiques par le truchement de puissances étrangères ou d'entreprises multinationales .

Depuis la fin des rivalités Est-Ouest, avec la réduction des effectifs militaires dans la plupart des armées en Europe et la multiplication des zones de turbulence dans le monde et notamment en Afrique subsaharienne, on assiste à un développement important de l'activité des mercenaires sur ce continent . A cet égard, force est de faire observer que le recours aux mercenaires dans les conflits armés que les médias ne cessent de révéler demeure une pratique très ancienne . D'ailleurs, l'histoire même de l'Afrique rapporte de nombreux exemples de cette activité .

En effet, tout au long de l'histoire de l'Europe, et au fur et à mesure que les Etats s'éloignaient du tribalisme et se civilisaient, ceux-ci furent de plus en plus enclins à employer les mercenaires dans les conflits armés . La raison principale qui justifiait le recours aux mercenaires est simple : la guerre en Europe était une aventure barbare, les citoyens d'un Etat riche et prospère préféraient louer les services d'étrangers nécessaires plutôt que d'interrompre une existence paisible au profit de la jouissance .

Chez les grandes puissances de l'époque, cette pratique engendra parfois des désordres, mais elle permit souvent des succès . Anthony Mockler note que « les armées de Carthage étaient composées

uniquement de mercenaires » . Il poursuit : « l'invasion de l'Italie que conduisait Hannibal et qui faillit anéantir Rome fut le fait d'une grande armée de mercenaires » .

A Venise, par exemple, une loi interdisait aux citoyens de servir sur terre, non seulement comme simple soldat, mais également en qualité d'officiers ; les généraux vénitiens furent presque toujours des mercenaires à la solde de la République Sérénissime . C'est surtout l'Angleterre, puissance maritime et commerciale fort riche, qui mena ses guerres sur le continent en subventionnant des armées (en fait, en les louant) et que commandaient des chefs tels que le Grand Frédéric .

Quoi qu'il en soit, au moyen âge, les armées impériales de Rome, de Byzance, les armées dynastiques de Charles V, les armées suisses, pour ne citer que celles-là, sont plus à classer dans la catégorie des mercenaires que dans celles des armées nationales ; d'après les normes modernes, leur loyalisme était moins dû qu'acheté, leurs services payés plutôt que donnés, leur unité plus provisoire et circonstancielle que permanente .

C'est après la seconde guerre mondiale que l'activité des mercenaires a pris une grande envergure à cause des difficultés liées au processus de décolonisation du continent africain . Ces mercenaires d'origine européenne ou nord-américaine, ou encore recrutés parmi les blancs d'Afrique du Sud ou de Rhodésie du Sud, contribuèrent à compliquer l'ascension de certains Etats à la souveraineté étatique . Ils furent constamment présents au Congo (l'ex-Zaïre) de 1960 à 1968, soit au côté de sécession katangaise, soit au côté du gouvernement .

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a été amené à se prononcer contre cette activité à l'occasion de l'examen des questions auxquelles elles sont liées, lors du vote de nombreuses résolutions (en 1961, 1968, 1970 et 1972) .

C - Typologie des diverses actions menées sur le continent africain .

1 – Une multiplication de crises qui profitent aux mercenaires

L'Afrique demeure donc le théâtre privilégié de toutes les aventures, et on retrouve des mercenaires dans de nombreux conflits africains . C'est ainsi qu'ils combattirent au Zaïre en 1960, lors de la sécession katangaise, monsieur Tschombé les ayant recrutés pour encadrer son armée . Des chefs mercenaires comme les colonels Trinquier et Faulques dirigèrent les opérations militaires katangaises contre l'ONU ; des hommes comme Bob Denard ou Jean Schrame, pour ne citer que ceux-là, s'illustrèrent dans le conflit congolais .

Après la crise congolaise, lorsque le Congo belge accéda à l'indépendance, les mercenaires s'illustrèrent dans le conflit nigérian en 1967 pour appuyer la dissidence du lieutenant colonel Ojujwu . Les « chiens de guerre » investirent à nouveau dans les années 70 les anciennes colonies portugaises, notamment le Mozambique, le Zimbabwe, l'Angola ...

Les rivalités Est-Ouest, qui font que les Etats-Unis et l'Union Soviétique s'affrontent mutuellement par des relais interposés, amenèrent ceux-ci à soutenir leurs clients . C'est ainsi que l'URSS et ses satellites de l'époque soutinrent ouvertement le mouvement populaire de libération de l'Angola, tandis que les USA et leurs alliés, y compris l'Afrique du Sud, appuyèrent militairement et financièrement l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) du Dr. Savimbi .

Sur cette question, le rôle joué par la CIA dans le recrutement des mercenaires aussi bien pour le compte de l'UNITA que pour celui du FNLA (Front National de Libération de l'Angola de Horden Roberto) est impressionnant . Dans le journal *Libération*, daté du 16 mars 1976, il est clairement dit que « la CIA avait financé une organisation noire américaine, chargée d'enrôler 2000 mercenaires afro-américains, pour le compte de l'UNITA » . Le journal poursuit en écrivant que la centrale de renseignement américaine n'avait pas utilisé, pour recruter les mercenaires, la couverture de nombreuses sociétés spécialisées dans l'assistance technique, mais plutôt certaines multinationales basées au Zaïre .

2 – Bob Denard et les Comores

Ainsi, les activités des mercenaires sur le continent africain dans les années 70 étaient telles qu'en septembre 1975, des hommes dirigés par le français Bob Denard agissaient pour la première fois aux Comores, où ils aidaient Ali Soilih qui s'était emparé du pouvoir un mois plus tôt, à chasser le président Abdallah . Après des séjours au Gabon et en Mauritanie, où Denard conseille les chefs d'Etat sur la formation d'une garde présidentielle, par l'intermédiaire du président du Gabon, d'Hassan II, et d'autres complicités diverses, il reçoit d'importants moyens financiers et logistiques pour recruter des africains et des européens, et les former en vue d'un débarquement pour mettre un terme au régime révolutionnaire béninois . C'est ainsi que fut lancé le 15 janvier 1977 l'opération baptisée « Crevette », qui échoue sans que les mercenaires parviennent à leur fin .

Dans leur retraite précipitée de Cotonou, les mercenaires oublient sur la piste de l'aéroport une caisse contenant de nombreux documents. Une négligence qui a permis aux enquêteurs de l'OUA de fichier tous les participants au raid y compris les Etats qui avaient parrainé l'expédition : le Gabon, le Maroc, la côte d'ivoire, la France et ses services secrets. Et c'est justement pour faire oublier l'échec de cet embarquement avorté que Bob Denard revient à nouveau aux Comores avec ses mercenaires pour renverser le 13 mai 1978 Ali Soilih et remettre le pouvoir au président Abdallah dont il devient le protecteur. Il met alors sur pied la garde présidentielle, qui sera encadrée pendant plus d'une décennie par les mercenaires français et belges et financée par le régime de Pretoria de l'époque

La présence des mercenaires à Moroni place alors les Comores au banc de l'organisation de l'unité africaine. Conscient de ce problème, le président Abdallah cherche donc, à la fin des années 1980, à rompre avec ses hommes encombrants. Ce revirement du leader comorien provoque une violente altercation entre lui et les mercenaires. Le président Abdallah est alors assassiné dans des conditions controversées à la fin du mois de novembre 1989.

Par ailleurs, lâché par l'Afrique du sud et contraint par la France qui a débarqué ses troupes d'élites à Moroni, bob Denard et ses amis quittent l'archipel des Comores au mois de décembre de la même année. Après un exil en Afrique du sud où il bénéficie de nombreux soutiens, puis en France, bob Denard et ses mercenaires débarquent à nouveau aux Comores au début d'octobre 1995 pour renverser le président Djohar. Et c'est justement à cause de l'opération dite Azalée, déclenchée par l'armée française à la demande du Premier ministre comorien Caambi El Yachourtu qui, depuis son refuge à l'ambassade de France à Moroni, exerçait la fonction de président par intérim, que la reddition de bob Denard et ses amis sera annoncée dans le camp militaire de Kandani.

D'une façon générale, l'installation de Bob Denard et ses mercenaires dans les années 1980 aux Comores et leur reconversion dans l'encadrement de la garde présidentielle, l'import export ou la navigation aérienne, fait que l'archipel comorien était complètement coupé de son environnement régional. Du même coup, l'Etat comorien devenait une tête de pont pour les mercenaires en vue d'opérations clandestines dans les Etats voisins, en liaison avec certains milieux d'affaires du Kenya, d'Afrique du Sud ou de la Réunion.

3 – Des réactions qui n'enrayent pas le processus

Surtout, la multiplication des opérations de mercenaires à cette époque a conduit la plupart des Etats africains comme l'Angola, Madagascar, le Mozambique, l'Ile Maurice, entre autres, après les années 1980, à mettre en place des forces de sécurité parfois disproportionnées par rapport à leurs moyens financiers, à entretenir un climat de mobilisation et de dénonciation de complots internationaux réels ou supposés, qui n'est pas sans conséquences négatives sur l'effet de développement de ces pays, et à prendre surtout des mesures de police ou de justice contre les étrangers. C'est ainsi qu'en Angola, au Mozambique ou aux Seychelles, le « mercenarisme » est devenu un "crime d'Etat". A cet égard, la législation angolaise, qui a fait l'objet de débats au sein de l'O.U.A. et à l'ONU, précise en son article premier, que le crime de mercenariat est celui qui est commis « par tout citoyen étranger qui, moyennant paiement ou promesse de paiement d'une solde, d'un salaire ou de toute autre rétribution matérielle, individuellement entraîné ou incorporé en groupes armés non intégrés dans l'armée régulière de son pays, menace la souveraineté, et l'intégrité territoriale de l'Angola ».

A la différence de ce que nous venons de voir depuis les années 1960, époque de l'âge d'or du mercenariat, dont les chefs agissaient dans le cadre d'un monde en proie aux problèmes de la décolonisation et de la bipolarisation à l'extrême, il faut reconnaître aujourd'hui que les mercenaires ont évolué, s'efforcent de s'adapter de leur côté à la nouvelle donne internationale.

Si les mercenaires ont été employés par les différentes factions en conflit au Liberia, au Zaïre, ils s'affrontent de nos jours en Sierra Leone, au Soudan, en Somalie, pour ne citer que ces Etats. Les chefs d'Etats africains surtout préoccupés par les questions sécuritaires de leurs palais, font appel à leurs services. Parmi ces pays, on peut citer le Gabon, les Seychelles, entre autres. Cependant, les grandes

compagnies agricoles et industrielles utilisent également le service des mercenaires pour assurer la protection de certaines réalisations sensibles. C'est le cas de la société britannique Lonrho qui a recours au service de mercenaires pour assurer la protection de la voie ferrée de Nacala dans le nord du Mozambique, autrement dit la voie de communication reliant l'océan indien au Malawi.

C'est toutefois la firme sud africaine Exécutive Outcomes (EO) qui constitue de loin la première société mondiale de promotion de mercenaires. Disposant d'un impressionnant fichier de soldats de fortune, la compagnie, installée à Johannesburg, possède de nombreux clients. Parmi eux, on peut trouver le gouvernement de Sierra Leone. Pour preuve, un article de *Sunday Independent* note que "la société Exécutive Outcomes qui est spécialisée dans la location de mercenaires, et de Beers, cette société Sud Africaine qui contrôle le marché mondial du diamant, ont pris le gouvernement du Sierra Leone en otage" ; l'auteur de cet article poursuit : « en décembre 1995, les conseillers Sud africains ont réclamé au ministre des finances alors en poste, M. John Kuruma, un paiement de 15 millions de dollars correspondant à la moitié de la somme que le F.M.I. venait d'accorder à ce pays »

Après un véritable chantage sur les menaces d'un retour au chaos en cas d'un retrait d'E.O., auxquelles se sont jointes les pressions d'investisseurs étrangers, qui exigeaient, selon *Sunday Independent*, le maintien des mercenaires Sud africains, le nouveau président élu a été contraint de s'accommoder tant bien que mal de ces demandes : « nous avons hérité d'E.O., reconnaît le nouveau ministre des finances Thaimu Bangura. Face à des dettes énormes et à une économie en ruine, le gouvernement a tout juste les moyens de payer le tarif réduit mensuel que E.O. lui demandait, soit 1.2 millions de dollars».

Pourtant, les possibilités d'emploi pour les mercenaires s'étendent au-delà du continent africain depuis la réduction des effectifs militaires dans la plupart des armées en Europe et la multiplication des zones de tension dans le monde. Sur ce point, les régions de forte instabilité qui ne manquent pas en dehors du continent africain (ex-Yougoslavie, Liban, Afghanistan, anciennes Républiques de l'URSS, etc.), attirent des combattants le plus souvent criminels, et généralement associés aux trafics illicites d'armes et de stupéfiants.

II - Un mercenariat en mutation, qui offre de nouvelles possibilités d'action aux Etats

Mais ces aventuriers laissent de plus en plus la place à des professionnels de la guerre moderne, aussi aguerris au maniement des armes d'assaut de tout type qu'experts en techniques de management des systèmes informatiques ou en formation d'armées étrangères . Pourquoi et comment cette mutation du marché du mercenariat s'est-elle produite ? Et peut-on parler d'un phénomène durable ?

Nous tenterons de cerner ce problème en étudiant les deux principales raisons de cet afflux de mercenaires d'un nouveau type sur le marché du mercenariat, à savoir la tendance mondiale à la démobilisation qui place sur ce marché des compétences nombreuses et multifformes, conjuguée à l'opportunisme de certains hommes qui ont très vite compris l'immense potentiel économique, humain ... et politique qu'ils pouvaient tirer de cette mutation géostratégique, et ont créé de véritables multinationales du mercenariat . Nous compléterons cette étude en analysant les filières de recrutement, performantes et très professionnelles, ainsi que leur mode de fonctionnement .

A - Une modification des demandes sur le marché des mercenaires due à la tendance mondiale à la démobilisation

Pour le recrutement des mercenaires, il y a eu longtemps un phénomène de « vague » : ainsi, après la vague américaine de l'après-Viet Nam, on a vu apparaître sur le marché des mercenaires de nombreux Anglais à l'issue de la guerre des Malouines . Après la guerre du Golfe, l'offre s'est un peu diversifiée : des Anglais toujours, mais aussi des Américains et des Français dont le nombre a augmenté après l'intervention en ex-Yougoslavie . Plus récemment, de nombreux anciens soldats des pays du bloc de l'Est sont apparus sur le marché avec, depuis quatre ou cinq ans, des filières de mercenaires serbes et croates . Il semble donc qu'il y ait de plus en plus de gens disponibles, et qu'il n'y a aucun mal à recruter .

Le facteur déclencheur primordial est constitué par la tendance mondiale à la démobilisation . Entre 1987 et 1994, les effectifs militaires, au niveau mondial, sont passés de 28,3 à 23,5 millions d'hommes . De plus, en 10 ans, les plus grandes armées du monde ont dû modifier du tout au tout leurs concepts stratégiques, face à des menaces qui ont totalement changé de nature . Les gouvernements occidentaux préfèrent les « combattants du futur » et les armes dites « intelligentes » aux gros bataillons et aux corps blindés mécanisés du passé : moins nombreux et moins coûteux, ils sont également sensés être plus efficaces .

Ainsi, l'armée de terre, en France, a perdu 30 % de ses effectifs, soit 53 régiments, entre 1988 et 1995 ; la restructuration en cours, qui prendra fin en 2002, lui fera perdre 45 régiments de plus .

Philippe Chapleau et François Misser, dans leur ouvrage commun « Mercenaires SA », constatent que, « partant d'un effectif global de 230 000 hommes (civils et militaires) en 1997, l'armée de terre n'alignera plus que 136 000 soldats professionnels et 34 000 civils en 2002 . Que vont devenir les démobilisés ? » . Ce constat alarmiste et inquiétant ne tient bien évidemment pas compte du fait que la majorité de la réduction est due à la fin de la conscription ; les Engagés Volontaires de l'armée de Terre (EVAT) voient leur nombre doubler, tandis que la légère baisse des cadres, officiers et sous-officiers, est encouragée par l'octroi d'un pécule de départ, sorte de préretraite permettant un dégagement de cadres en fin de carrière Ces départs de cadres âgés, qui n'ont pas, en France, les mêmes opportunités de reconversion que les anglo-saxons avec des compagnies comme MPRI, n'offriront certainement pas non plus la possibilité de grossir la cohorte, de plus en plus mince, des « chiens de guerre » .

Il est possible que les interventions extérieures, plus nombreuses depuis le début des années 90, que ce soit en Afrique ou dans les Balkans, aient contribué, pour une part cependant mineure à mon sens, à convaincre certains militaires français de devenir un jour ou l'autre mercenaire, du fait d'un certain nombre de frustrations ressenties lors de missions au sein de l'ONU ou de l'OTAN . Les auteurs de « Mercenaires SA » ont ainsi interrogé un ancien sous-officier des troupes de marine : « j'ai fait deux séjours en ex-Yougoslavie . On a pris des coups sur la gueule ; on a vu des copains se faire tuer ; et pour riposter, il fallait presque que ça remonte jusqu'à New York ! On a passé des semaines à attendre, à rentrer la tête dans les épaules . Ras le bol d'assister aux tueries sans pouvoir intervenir . Alors terminé ; pas question de rempiler [...] ! Il y a pas mal de copains qui pensent la même chose que moi . De mon côté, je vais essayer de trouver un contrat à l'étranger . »

Il est certain que la frustration ressentie par les soldats français a été grande, principalement lors des opérations de l'ONU dans les Balkans . Mais il ne faut pas systématiser ce genre de comportement, et l'opération de la SFOR en 95 dans les Balkans a eu le mérite de replacer les choses dans leur juste contexte . De plus, le métier militaire est fait d'abnégation, et ce genre de situation n'est pas nouvelle . Il semble donc vraisemblable que l'incidence de ces opérations sur le moral de certains militaires n'ait pas eu l'importance que semblent laisser croire les auteurs de « Mercenaires SA » sur l'accroissement des flux de nouveaux mercenaires français .

La tendance à la démobilisation est la même aux Etats-Unis . En mai 1997, William Cohen a présenté son plan quadriennal de défense, en annonçant son intention de poursuivre le programme de fermeture de bases . Entre 1988 et 1997, 98 des 495 bases américaines ont été fermées . Les effectifs sont passés dans le même temps de 2,1 millions d'hommes à 1,45 million . Comme nous le verrons plus loin, un marché de l'emploi existe pour ces hommes, grâce à des sociétés comme MPRI, promptes à embaucher des professionnels et des techniciens de la guerre .

Le dégraissage se fait également en Russie, avec une réduction d'environ 500 000 hommes, mais avec des mesures de reconversion totalement différentes par rapport à ce qui se fait aux Etats-Unis . L'éclatement trop rapide d'une société militaire russe qui pesait d'un poids extrêmement important jusque là, combiné à des mesures d'accompagnement généralement insignifiantes, et surtout à une dévalorisation brutale du métier militaire, ont des effets déstabilisants pour des hommes dont le retour à

la vie civile est difficile, leur expérience professionnelle n'étant pas aisément monnayable sur un marché de l'emploi « normal ». Il n'est donc pas anormal de voir un flux croissant de mercenaires en provenance des pays de l'Est, mais également une explosion de l'offre de la part de grandes organisations criminelles transnationales, qui trouvent là un terrain fertile pour leur recrutement. Ainsi, on voit de plus en plus de professionnels venus des pays de l'Est assister des pays comme le Congo (les mercenaires « afghansi », des vétérans de la guerre d'Afghanistan).

B - De véritables multinationales nées de l'opportunisme de quelques hommes

Dominé par les firmes britanniques (Sandline International, Defence System Ltd - DSL - notamment), américaines (Military Professional Resources Inc. - MPRI -, Wackenhut), sud-africaines (Executive Outcomes) et israéliennes (Levdan), ce secteur compte désormais des dizaines, voire des centaines de sociétés, allant du simple gardiennage à la « guerre clé en main » .

1 - Strategic Ressources Corporation : la « galaxie » des mercenaires .

Sandline international et Executive Outcomes entretiennent des liens étroits, chacune servant à l'autre à l'occasion de sous-traitant. Toutes deux sont filiales d'une vaste holding - Strategic Ressources Corporation (SRC) - fondée par un homme devenu en quelques années le symbole du renouveau mercenaire : Eeben Barlow. Ex-commandant en second du fameux 32^{ème} bataillon Buffalo des Forces armées sud-africaines (SADF) qui opérait en Angola, Barlow fut surtout un membre actif du redoutable Civil Cooperation Bureau (CCB), responsable de l'assassinat de nombreux militants anti-apartheid. Anticipant les inévitables reconversions liées au démantèlement des forces spéciales anti-apartheid, il fonda Executive Outcomes en 1989. Bien qu'innovante, cette initiative s'inscrivait dans la continuité de la stratégie totale lancée dès la fin des années 70 par Pretoria, qui consistait à privatiser les unités secrètes des SADF. L'armée privée d'EO compte 2 000 hommes parfaitement entraînés, dont 80 % de noirs. Elle possède des blindés, des hélicoptères de combat et un Boeing 727 pour les transports.

Sandline International (SI), quant à elle, est dirigée par le lieutenant-colonel Tom Spicer, ancien officier de l'armée britannique et héros de la guerre des Malouines. Formé à la lutte anti-terroriste en Irlande du Nord, il a exercé des responsabilités de conseiller pendant la guerre du Golfe et a fait partie de l'équipe du général Rose en Bosnie avant de créer sa société de sécurité avec les Sud-Africains d'Executive Outcomes et d'autres soldats britanniques reconvertis dans les affaires.

Ces nouveaux mercenaires n'ont plus grand chose à voir avec les « affreux » du Katanga et les baroudeurs du temps de Bob Denard. Ce sont de véritables entrepreneurs militaires, qui ne se limitent pas au créneau de la guerre et de la sécurité. Ils s'appuient sur une vaste organisation visant à l'intégration verticale des activités de mise en valeur et d'exploitation des rentes du continent africain, en particulier des ressources minières et pétrolières. A Londres, ces sociétés sont rassemblées dans le

groupe Plaza 107 où se côtoient notamment Tim Spicer et Tony Buckingham, ancien officier des SAS devenu PDG d'Heritage Oil and Gas, une compagnie chargée de l'exploitation gazière et minière en Afrique .

L'activité essentielle de Sandline International comme d'EO demeure l'action militaire et le soutien aux armées nationales . Dans ce domaine, l'accent est mis sur l'entraînement des troupes - présenté comme une opération de transfert de technologie - et sur le conseil en matière stratégique . Ces missions peuvent s'accompagner de services en matière d'équipement, mais ces deux compagnies se défendent d'être des marchands d'armes . Soucieuses de respectabilité, elles cherchent de toute évidence à se débarrasser de leur image de « chiens de guerre » et affichent leur désir de collaborer avec les instances multinationales et les gouvernements occidentaux à la faveur de la réticence de plus en plus grande des uns et des autres à intervenir dans les zones de conflit .

2 - Un recrutement aux standards internationaux

Si les officiers et le personnel d'encadrement d'EO et de SI sont généralement issus des unités d'élite sud-africaines et britanniques, plus de 60 % des soldats engagés par les deux sociétés sont africains, principalement originaires d'Angola et du Mozambique . En recrutant prioritairement parmi les anciens « Buffalo », « Reccies » (commandos de reconnaissance), « Parabats » (Brigade parachutiste), et autres « Crowbar » (milice paramilitaire Koevoet, spécialisée dans la contre-insurrection), les deux sociétés se sont constituées un réseau de milliers de soldats de fortune expérimentés et formés aux opérations spéciales en Afrique australe . Plutôt que de véritables armées privées, il s'agit donc plutôt de réseaux informels de combattants et de techniciens rapidement mobilisables .

La collaboration avec les grandes puissances est plus avancée qu'avec les agences multinationales ou les organismes comme l'ONU . Le scandale des trafics d'armes au Sierra Leone a été le révélateur de collusions qui existent depuis longtemps et qui tendent à se multiplier . La plupart des sociétés britanniques de sécurité ont en effet été créées et sont dirigées par d'anciens officiers des SAS (Special Air Services) qui ont gardé d'étroits contacts avec les états-majors et les services de renseignement : outre Sandline, l'autre grande compagnie, SDL, a été fondée en 1981 par Alistair Morrison, ex-commandant en second du 22^{ème} régiment SAS, et compte dans son conseil d'administration d'illustres officiers dont le vicomte Gilbert Monckton de Brenchley, détenteur de l'ordre de l'Empire britannique . Dans les années 80, Keenie Meenie Services (KMS) et Saladin Security partageaient des bureaux situés à proximité des quartiers généraux du 22^{ème} régiment SAS .

C'est avec l'aval de Winston Churchill que le colonel David Stirling créa en 1940 le très efficace Special Air Service : une caste de guerriers à l'idéal fondé sur la méritocratie, conscients d'appartenir à une élite exclusive . Jusqu'à nos jours, les anciens SAS constituent l'un des principaux viviers du mercenariat . Et ce recrutement se fait en toute légalité en Grande Bretagne puisque Stirling est autorisé à fonder en 1967 la Watchguard Organization dont le siège social se trouve à Guernsey . Officiellement, l'entreprise propose des services de protection aux personnalités politiques . En réalité, la Watchguard entraînerait des mercenaires et les déploierait au gré des intérêts du Foreign Office . Ainsi, selon Serge

Dumont, dans son livre « Les mercenaires », ils se trouvaient jusqu'au début des années 80 en Zambie, au Sierra Leone, ou à Abu Dhabi où ils protégeaient le cheikh Zayid .

3 - Le cas particulier des Etats-Unis

Les passerelles sont encore plus visibles aux Etats-Unis . Depuis les années 50, Wackenhut collabore avec la CIA dont un des célèbres patrons, Bill Casey, avait été auparavant avocat de la compagnie . Créée en 1987 par de hauts gradés à la retraite, MPRI se targue, dans ses plaquettes publicitaires, d'être installée à côté du Pentagone et de compter dans son fichier des milliers de noms d'officiers de l'armée américaine (cf. annexe 2) . Elle affirme pouvoir rassembler 7 000 hommes . Cette société, aujourd'hui principale concurrente d'EO, est effectivement dirigée par d'anciens militaires ayant exercé de hautes responsabilités (170 anciens officiers américains, dont au moins 5 généraux, assurent son encadrement ; créateur de l'entreprise, le général Vernon Lewis), et compte dans son conseil d'administration des hommes politiques qui furent, à la Maison Blanche, en charge de dossiers sensibles .

Une autre de ces sociétés, BDM International, est contrôlée par le groupe Carlyle dirigé par James Baker, ancien Secrétaire d'Etat, Richard Darman, ex-directeur du Budget à la Maison Blanche et Franck Carlucci, ex-Secrétaire d'Etat à la Défense . La compagnie SAIC, quant à elle, compte dans ses rangs deux anciens ministres de la Défense (William Perry et Melvil Laird) et deux anciens directeurs de la CIA (Robert Gates et John Deutch) .

La sous-traitance d'opérations sensibles est de plus en plus importante . On peut ainsi citer le cas de MPRI, qui a participé à la modernisation de l'armée croate et à l'opération d'août 1995 dans les Krajina (opération d'envergure dirigée par un état-major de 8 généraux à quatre étoiles dont Crosby Saint, ancien commandant des forces américaines en Europe, et l'ancien directeur de la DIA, Harry Soyster), et que nous étudierons plus en détails dans la troisième partie de cette étude, ou celui de la firme Ronco, composé d'anciens des Special Forces, qui, sous couvert d'un contrat de déminage au Rwanda, a vraisemblablement participé à l'offensive contre Mobutu en entraînant des troupes rwandaises sur la base de Cyangugu, avec l'assentiment du National Security Council .

On attribue à MPRI la formation de plusieurs milliers de combattants Kosovars, notamment dans des camps situés en Turquie et en Albanie, ainsi que de multiples missions d'instruction menées en Afrique auprès d'Etats volontaires dans le cadre de l'International Crisis Response Initiative (ICRI) . Une vingtaine d'anciens bérets verts vont ainsi entraîner pendant deux mois un bataillon sénégalais, ougandais, ghanéen ou malien pour préparer ces unités à d'éventuelles missions de maintien de la paix . Ces nouveaux mercenaires, s'ils combattent parfois directement, sont plus souvent appelés à remplir des missions d'assistance technique, de formation, de soutien direct d'unités au contact

Un autre volet de l'assistance militaire américaine consiste à envoyer des équipes des forces spéciales constituées de 10 à 12 professionnels du combat pour y former des soldats et des sous-officiers . Cet entraînement consiste à créer de petites unités expertes en armes légères, capables de

traiter avec la population civile, de maîtriser une manifestation civile ou de contrôler des foules de réfugiés (cf . annexe 3) .

C - Des filières de recrutement performantes et très professionnelles

L'époque des cycles , où l'offre était liée aux fluctuations politiques dans un Etat ou à la fin d'un conflit régional, est bien révolue . Sur les grandes places de recrutement se côtoient désormais des candidats mercenaires de l'ancien bloc de l'Est, des Anglais, des Sud-Africains, des Israéliens, des Américains, des Serbes et des Français, pour ne citer que les nationalités les plus importantes . Il est difficile d'évaluer le nombre de ces mercenaires, de plus en plus professionnels et aguerris à la maîtrise des armes modernes . L'important est de pouvoir identifier les filières de recrutement, de les activer ou de les neutraliser selon l'option politique du moment .

Dans le contexte croissant de privatisation générale où le client est roi, mais où l'offre est pléthorique, le mode de recrutement laisse de moins en moins la place à l'amateurisme et à l'aléatoire . Ainsi, Executive Outcome affirme ne recruter que d'anciens militaires ou policiers sud-africains, ainsi que des anciens combattants de la branche armée de l'ANC . En Sierra Leone, les noirs, le plus souvent d'anciens Koevoet et d'anciens du 32^{ème} bataillon étaient majoritaires dans le contingent d'Executive Outcome . La compagnie ne recrute que des gens avec des casiers judiciaires vierges - tout du moins d'après ses déclarations - et leur offre les salaires les plus élevés du marché, cinq fois supérieurs à ceux de l'armée sud-africaine . Les salaires mensuels, primes non comprises, varient de 2000 à 5000 dollars, voire à 13 000 dollars pour les pilotes . Au total, Executive Outcome dispose d'une base de recrutement permanente de 2000 membres mobilisables en un temps très réduit .

MPRI, qui se présente comme le plus grand groupe d'expertise militaire privée dans le monde (« the world's greatest corporate military expertise ») , emploie selon ses propres chiffres 350 permanents recrutés à un haut niveau (« capitalizing on the experience and skills of america's best seasoned professionals ») . La société disposerait d'un fichier initial de 2000 noms d'officiers américains, celui-ci s'accroissant de plusieurs centaines de noms chaque année . Les candidats sont d'anciens militaires, mais aussi des techniciens, versés entre autres dans l'informatique, et qui inscrivent leurs noms sur le site internet de la société .

Le site internet de MPRI est facilement accessible ([http ://www.mpri.com](http://www.mpri.com)) et dispose d'un certain nombre de rubriques, la plus intéressante pour notre étude étant celle traitant des personnels, constamment réactualisée ; celle-ci est divisée en deux fichiers, l'un visant les personnels ayant eu une expérience militaire, et l'autre ceux qui n'ont jamais fait parti des forces armées (cf. annexes 4 et 5) .

La rubrique concernant les « offres d'emploi » présente deux parties bien distinctes : l'une traitant des besoins généraux en cours (« general ongoing requirements ») et l'autre donnant la liste de postes vacants particuliers (« specific vacancies ») en fonction de la zone géographique considérée . Dans le premier cas, MPRI s'adresse à des types de publics bien précis :

- un niveau supérieur (« senior level »), dans les secteurs d'étude de la doctrine militaire, de l'entraînement des forces, de l'organisation des états-majors interarmes, du management, de l'informatique et du renseignement ... etc ... ;
- un niveau intermédiaire(« mid level »), qui concerne plus spécifiquement l'entraînement de base des unités de combat et d'appui (« Combat and Combat Support ») ;
- enfin des besoins permanents (« continuous needs »), qui s'adressent à des lieutenants-colonels et des colonels de l'armée de terre, depuis peu à la retraite, et qui ont une expérience du commandement, voire des postes de responsabilité en état-major .

Les postes vacants spécifiques, quant à eux, sont soit disponibles de suite, soit prévus à un horizon plus lointain . Les postes offerts se trouvent généralement à l'étranger . Ainsi, le 22 mars 1999, MPRI offrait par exemple un poste au Koweït à un ancien officier ayant eu une bonne expérience dans un centre d'entraînement au combat (« CTC » : combat training center) afin de commander un centre d'entraînement opérationnel du même type au camp Doha ; une autre offre concerne la Bosnie, avec un poste de chef du centre de simulation de MPRI à Sarajevo ; d'autres offres concernent des postes de spécialistes de différents matériels qui équipent l'armée de l'Arabie Saoudite (blindés M1A1 et M2A2, hélicoptère AH-64) afin d'élaborer et de parfaire la doctrine d'emploi de ces équipements au sein de cette force armée .

De même, la société a des besoins permanents en Bosnie, où elle mène, grâce à un contrat passé avec le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, avec l'aval du gouvernement américain, et selon les accords de Dayton, un programme militaire de stabilisation ; le but de ce programme est d'assister la Fédération bosniaque dans l'équipement et l'entraînement de ses soldats . Dirigé sur place par Walter Yates, ce programme dispose de 91 anciens militaires américains, et continue à prendre de l'ampleur, ce qui occasionne des besoins nouveaux . Enfin, il existe également des postes à pourvoir aux Etats-Unis, au sein d'un certain nombre de collèges et d'universités (24) ; 70 anciens officiers et sous-officiers servent déjà dans ces organismes en tant qu'assistants professeurs en sciences militaires (« assistant professor of military science ») ou comme instructeurs pour jeunes engagés au sein de la Garde Nationale . Actuellement, des opportunités existent à l'université de Cincinnati, Boston ou Buffalo . Est-il cependant encore possible de parler de mercenaires à ce niveau-là ?

A un autre niveau se situent les annonces classées de la revue paramilitaire américaine *Soldiers of fortune*, basée à Boulder, au Colorado, comme celle annonçant : « Professionnels de la protection et de la recherche, adhérez au réseau international exclusif . Nous avons besoin de votre expertise et de vos contacts », et suivie du numéro d'une boîte postale dans le New Jersey . Mais, à l'instar de la convention de *Soldiers of fortune* qui se tient chaque année à Las Vegas, qui rassemble une foule bigarrée mais pas toujours très professionnelle, ces annonces n'ont pas la même portée, ni la même qualité, que celles passées par une société comme MPRI .

Dans le domaine des demandes d'emplois de la part des particuliers, il est possible de trouver par exemple en France, dans une revue comme *Securimag*, de très nombreuses propositions, émanant d'anciens légionnaires (« Homme, 28 ans, ex-légionnaire, 2^e REP, 3 ans d'expérience en protection à

haut risque, recherche poste protection rapprochée »), ou de nombreux autres militaires, français et étrangers . Par contre, les offres d'emplois sont elles beaucoup plus anodines et discrètes, les propositions de postes ou de missions à l'étranger ayant tendance à transiter par les canaux relationnels ou via certaines sociétés de sécurité .

Dans un domaine beaucoup plus particulier, le Pakistan s'est spécialisé dans l'exportation de mercenaires offrant la garantie d'une main-d'œuvre religieusement correcte, à l'intention des monarchies du Golfe . Ainsi, on dénombrait près de 5000 mercenaires pakistanais en Arabie Saoudite en 1993 .

Face à certains échecs de l'ONU et au désintérêt des grandes puissances, les auteurs Alvin et Heidi Tofler écrivent, dans « Guerre contre guerre » : « si les gouvernements ne peuvent pas faire directement le travail, le monde peut fort bien se tourner vers les sociétés qui le peuvent . Quand les nations ont déjà perdu le monopole de la violence, pourquoi ne pas envisager de créer de nouvelles formes de mercenaires volontaires organisés par des entreprises pour mener des guerres sur une base contractuelle pour le compte des Nations Unies ? » . Richard Banegas, dans son ouvrage « De la guerre au maintien de la paix : le nouveau business mercenaire », avance d'ailleurs que les sociétés de mercenaires se considèrent comme « l'avant-garde des casques bleus » . Nous allons voir maintenant cet aspect de la question au travers de l'étude de l'intervention de MPRI en ex-Yougoslavie .

III – Le rôle des Etats-Unis, lors de la crise balkanique, au travers de la société MPRI

A – L'intervention de MPRI en ex-Yougoslavie

1 - De la Croatie à la Bosnie.

L'arrivée de MPRI en ex-Yougoslavie correspond à un engagement au côté de l'armée croate. Le premier engagement remonte à la signature d'un contrat avec le Département d'Etat américain à la mi-94 par lequel MPRI se charge d'assurer le contrôle du respect des sanctions contre la Serbie sur le Danube. En 1994, MPRI signe un contrat avec le gouvernement croate pour aider le programme de transition de ce pays du modèle des forces du type pacte de Varsovie vers une organisation militaire professionnelle de type plus occidental. Un second contrat engageait MPRI à mettre en place un programme de transition démocratique pour les forces armées - tout cela en vue de préparer les forces armées croates à une adhésion future au Partenariat pour la Paix, voire à l'OTAN. La licence du département d'Etat a été accordée en septembre 1994 et l'équipe de 14 instructeurs américains sous la direction du général-major en retraite John Sewall est arrivée en Croatie en janvier 1995.

Le Programme de transition démocratique a commencé en avril 1995 sous la direction du général Richard Griffiths. Quelques mois plus tard l'armée croate a mené à bien une offensive très réussie en Krajina. Ce succès inattendu de l'armée croate a fait parler de l'influence des instructions de MPRI. Nous allons aborder cette question et la polémique qui l'a entourée plus loin. En 1995, MPRI a signé un accord complémentaire avec le gouvernement croate en vue de mener la réorganisation du ministère de la défense croate.

Les accords de Dayton, qui mettent un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine en novembre 1995 ont ouvert un nouveau chapitre de l'engagement de MPRI en ex-Yougoslavie. En effet, le gouvernement américain ne veut pas s'engager directement en Bosnie dans le domaine militaire. Les USA sont les garants des accords de Dayton (en tant que le leader des forces multinationales IFOR et SFOR en Bosnie) et en tant que tel, ils sont tenus de rester neutres dans le conflit. Une assistance militaire officielle directe n'est donc pas compatible avec cet engagement. La solution proposée par Richard Holbrooke et retenue lors de la signature des accords consiste en un programme d'entraînement

et d'équipement assuré par une compagnie privée. MPRI emporte cette commande face aux firmes concurrentes SAIC (Science Applications International Company) et BDM Inc.

Ce programme vise à renforcer la capacité de combat de l'armée bosniaque de même que son équipement par des matériels militaires américains. Les instructeurs de MPRI doivent alors former les cadres de l'armée de la fédération bosniaque croato-musulmane, pour assurer son caractère autosuffisant et pleinement opérationnel. La diplomatie américaine vise par ce moyen à instaurer un équilibre de forces dans les Balkans garantissant la stabilité et permettant le retrait des unités occidentales de la SFOR (Stabilization Force). Le contrat a été conditionné par le départ des mujahiddins ayant combattu en Bosnie, par l'arrêt des contacts militaires avec l'Iran et par la modification de la législation bosniaque concernant la défense et l'usage de l'armée.

L'équipe de MPRI en Bosnie comporte 175 personnes. Le programme d'entraînement coûte environ 40 millions de dollars (le premier programme de 13 mois ayant été renouvelé ensuite). Les fournitures d'armement représentent plus de 100 millions de dollars - il s'agit essentiellement de surplus militaires américains. Le financement est partagé par les USA et par des Etats musulmans : le sultanat de Brunei, le Koweït, la Malaisie, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis. Des détails du contrat sont restés confidentiels. MPRI est responsable du bon déroulement du programme auprès du gouvernement bosniaque. Formellement, il n'est pas tenu de rendre compte au département d'Etat. Mais au vu des liens avec les autorités américaines, il est probable que celles-ci ont un droit de regard sur les activités de MPRI en Bosnie.

2 – Le rôle de MPRI en ex-Yougoslavie

Le bilan de MPRI en ex-Yougoslavie semble plutôt positif à première vue - ainsi, la compagnie se vante des succès emportés dans ses documents publicitaires, en soulignant notamment son rôle dans la transition vers la démocratie et sa contribution à la stabilisation de la région. Cependant, plusieurs polémiques ont été menées autour de la présence de MPRI en Croatie et surtout en Bosnie, jetant une lumière un peu moins positive sur son action.

Selon les autorités américaines, l'engagement de MPRI est une contribution très importante à la réalisation des accords de Dayton et donc à la pacification de la zone en général. Cette vision est partagée aussi par une partie de l'opinion américaine et elle est présentée comme telle par certains médias. Ceci est, bien évidemment, largement exploité par MPRI en vue de sa propre publicité. Ainsi, le site web de MPRI présente plusieurs articles élogieux tirés de la presse américaine, par exemple l'article « Private US companies train armies around the world » de *US News and World Report* (février 1997) ou l'article « Ex-GI's Work to Give Bosnian Force a Fighting Chance » du *Washington Post* (janvier 1997).

Pour le département d'Etat et le Pentagone, l'avantage de l'engagement de MPRI tient à ce qu'il évite des coûts importants et le risque de pertes parmi les soldats américains. Comme l'affirme David

Shearer : « MPRI has effectively acted as a mechanism of US policy in the Balkans at less cost and lower political risk than that incurred if the US military were directly involved » .

Enfin, comme nous l'avons vu plus haut, l'engagement de MPRI a permis à la diplomatie américaine de trouver une solution dans une situation délicate où les USA devaient jouer à la fois le rôle de l'arbitre neutre et celui d'un allié renforçant l'une des parties. Cependant, la question subsiste quant au fait que, dans la pratique, cette distinction entre les Etats-Unis et la compagnie privée américaine n'est pas véritablement bien perçue par les acteurs, notamment par les Serbes de Bosnie, aux yeux desquels l'action de MPRI peut apparaître comme une marque de la non-neutralité effective des USA. Un succès notable est aussi le fait que les programmes de MPRI aient réussi à réaliser la jonction entre l'armée croate et musulmane : en effet, les exercices sont menés en commun et l'état-major a été intégré (ce qui n'a pas été le cas pendant la guerre ; pendant toute une période les deux armées se sont même combattues)

Cependant, l'usage d'une compagnie privée pour ce genre d'affaire ne manque pas de susciter des critiques.

La première critique consiste à dénoncer l'idée de la nécessité de renforcer l'armée bosno-croate afin d'instaurer un équilibre de forces dans la région, susceptible d'impliquer la stabilité et la paix sans intervention étrangère. Cette critique émane d'abord des partenaires européens des Etats-Unis. En effet, les Européens ont été opposés à l'armement de la Bosnie, susceptible selon eux de provoquer une course aux armements, lourde de menaces pour la paix dans les Balkans. Ces soucis sont relayés par certains observateurs américains. Ainsi, le général en retraite David Maddox, ex-officier supérieur de l'armée américaine en Europe affirme : « The more we do to make sure they can fight well, the less motivation there is for peace » . Par ailleurs, les experts militaires soulignent que la différence reste faible entre les tactiques défensives (enseignées aux Bosno-croates par MPRI) et les tactiques offensives (officiellement exclues du programme MPRI en Bosnie). D'autre part, l'Etat américain est accusé d'abdiquer ses fonctions et d'éviter le contrôle politique d'un engagement militaire à l'extérieur de son territoire. Nous sommes ici en pleine polémique sur la privatisation de la fonction militaire .

Cependant, les polémiques les plus virulentes ont entouré le rôle de MPRI dans le déclenchement de l'offensive croate en Krajina en août 1995. Officiellement, MPRI a nié toute implication dans la préparation de cette offensive qui, à la surprise générale, a marqué un succès important et rapide de l'armée croate face aux Serbes. Les instructions de MPRI auraient visé, selon les dires de la compagnie elle-même, à conseiller les Croates au sujet du rôle de l'armée dans une société démocratique, enseigner les valeurs démocratiques ou encore apprendre à éviter des atrocités excessives dans les opérations militaires.

Or l'opération *Lightning Storm* lancée contre les forces serbes en Krajina s'est caractérisée à la fois par sa très grande efficacité et par les atrocités qui l'ont accompagnée. En effet, un nombre important de villages serbes auraient été pillés et brûlés, plus de 170.000 civils auraient été chassés de leurs maisons

Du point de vue de la stratégie militaire, les experts ont considéré qu'il s'agissait d'un exemple parfait de la doctrine militaire occidentale, plus précisément américaine. Roger Charles, un lieutenant-colonel des *marines* et chercheur en affaires militaires en retraite, l'a ainsi commenté : « The Croatians did a good job of coordinating armor, artillery and infantry. That's not something you learn while being instructed about democratic values ». Par ailleurs, l'opération *Lightning Storm* a présenté des similitudes avec l'opération *Desert Storm*. Un officier de liaison croate a indiqué à la presse locale que quelques semaines avant l'offensive, le général Vuono de MPRI a rencontré le général Varimar Cervenko qui a été le commandant en chef de l'opération en Krajina. Dans les cinq journées qui ont précédé l'opération, le général Vuono aurait rencontré au moins dix fois les officiers impliqués dans la campagne.

Cependant, ces polémiques ont été ignorées par les autorités américaines et ceci d'autant plus facilement que les médias entretenaient des sentiments anti-serbes, ce qui rendait l'opinion américaine peu sensible aux atrocités de l'offensive croate en Krajina et au rôle qu'une compagnie américaine a pu jouer dans son déroulement. Cette offensive réussie a d'ailleurs bien arrangé les choses pour une diplomatie américaine à la recherche d'une solution de la crise bosniaque : la fin de l'invincibilité serbe a certainement facilité l'acheminement vers les accords de paix de Dayton qui ont été signés quelques mois seulement après le succès croate en Krajina. Il est tentant d'avancer l'hypothèse selon laquelle MPRI aurait été un moyen pour la diplomatie américaine - officiellement neutre - permettant d'agir activement sur le rapport de forces sur le terrain en vue d'amener les belligérants à accepter des négociations de paix. Malheureusement, cette hypothèse ne peut pas être confirmée aujourd'hui.

Globalement, MPRI apparaît comme un instrument docile et efficace de la diplomatie américaine dans les Balkans. Dans la mesure où celle-ci a réussi à imposer une paix en Bosnie, le rôle de MPRI apparaît donc comme assez largement positif, même s'il est entaché par quelques doutes sur la sincérité de ses professions de foi, « politiquement correcte », concernant l'enseignement des valeurs démocratiques et le démenti obstiné de tout concours à la mise en place des procédures offensives et de toute caution aux procédés brutaux dans leur mise en œuvre. Certaines critiques concernant MPRI - notamment en ce qui concerne la préparation des forces armées de la Bosnie à la guerre et le programme d'armement - doivent être adressées à la stratégie globale des USA dans la région, MPRI n'étant finalement qu'un exécutant apparaissant comme très loyal envers les autorités politiques et militaires américaines.

Les instructeurs hautement qualifiés de MPRI n'ont rien à voir avec les anciens « chiens de guerre », les aventuriers ex-légionnaires ou autres venus pour participer directement aux combats. Des tentatives d'interprétation peuvent être avancées, principalement en se servant de l'action de MPRI en ex-yougoslavie..

B - Quelques tentatives d'interprétation

1 - Un rôle relativement marginal dans les faits, mais exploité du point de vue médiatique

Même si l'on retient les estimations les plus élevées concernant la présence des mercenaires en ex-Yougoslavie - ce qui serait sans doute peu prudent, dans la mesure où cette présence est un enjeu de propagande - le nombre reste relativement limité, le rôle des mercenaires dans l'évolution de la guerre apparaît donc forcément comme marginal. C'est d'autant plus vrai pour la guerre en Croatie : même les accusations respectives des belligérants font état principalement de cas individuels.

L'impact de l'intervention des mudjahaddins en Bosnie a été peut-être plus important, mais actuellement, il est encore trop tôt pour hasarder des estimations trop hardies à ce sujet. En effet, l'enjeu est très sensible et il est pratiquement impossible de faire la part des choses entre les insinuations liées à la propagande et les faits réels. Ce qui paraît avéré - à en croire les autorités officielles américaines - c'est le flux d'armement de l'Iran vers la Bosnie avant les accords de Dayton : en effet, les Américains ont posé comme condition de leur soutien au régime de Sarajevo la rupture des relations militaires avec l'Iran. Cet objectif paraît d'ailleurs assez largement atteint : au point que certains ont suggéré de remplacer la véritable traduction de MPRI par, « Military Professionals Replacing Iran »... De plus, le ministre bosniaque Hasan Cengic, hostile aux liens avec les Etats-Unis et favorable à la coopération étroite avec l'Iran, a été limogé sous la pression de Washington. Ce flux d'armement en provenance de l'Iran est d'ailleurs une explication plausible étant donné que les Bosniaques ont pu soutenir ne serait-ce qu'un faible effort militaire avant 1995, malgré le fait qu'à la déclaration d'indépendance de la Bosnie il n'y avait pas d'armée bosniaque et que la communauté internationale a très tôt déclaré un embargo militaire sur l'ex-Yougoslavie.

Néanmoins la présence des mercenaires, tout en restant peu significative finalement sur le terrain de bataille, est devenue un sujet relativement médiatisé. Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés ici.

D'abord l'attractivité inhérente du sujet. En effet, le mercenaire continue à évoquer un certain nombre de rêves et de fantasmes, correspondant en général à une image très romantique de ce métier. Ainsi, des travaux journalistiques - souvent sans grande qualité - se font facilement écho de ces fantasmes ; avec l'ex-Yougoslavie, il s'agit en plus d'un thème d'actualité qui touche assez profondément le public occidental, notamment européen : le facteur de proximité n'est pas sans importance. Le livre de Keith Cory-Jones *War Dogs* appartient à ce genre de littérature.

De plus, le thème de la privatisation de la guerre et de la transformation du métier de mercenaire avec l'essor des grandes compagnies de mercenariat (EO ou Sandline International) devient pour ainsi dire à la mode - là encore, ce sont les journalistes qui manifestent souvent leur intérêt pour cette problématique, mais également des chercheurs en relations internationales ou les analystes stratégiques. Cet intérêt pour ce thème vient de plusieurs raisons : les scandales plus ou moins récents entourant l'activité de ces compagnies (le procès de Tim Spicer en Angleterre par exemple), une certaine mode qui consiste à s'interroger sur l'abdication de l'Etat devant la libéralisation ambiante, les réflexions extrêmement nombreuses sur la sécurité et la conflictualité dans le monde de l'après 1989... Les livres

cités à plusieurs reprises dans ce mémoire comme *Mercenaires S.A.* de Philippe Chapleau et François Misser ou *Private armies and military intervention* de David Shearer relèvent de cette littérature.

Au niveau de la communauté internationale, les récentes évolutions du mercenariat provoquent des inquiétudes : la mission du rapporteur spécial de l'ONU Enrique Bernales en donne la preuve. En plus de l'ONU et des Etats souffrant des interventions des mercenaires (notamment des Etats africains, mais aussi les Etats issus de l'ex-Yougoslavie), différentes ONG humanitaires ou des agences de surveillance du respect des droits de l'homme se font régulièrement l'écho des dénonciations de méfaits imputables aux mercenaires (Human Rights Watch, Amnesty International,...

Enfin, la participation des mercenaires aux conflits représente un enjeu important pour les Etats en guerre. En effet, les propagandes des belligérants se saisissent avec plaisir de ce sujet qui permet de démontrer les agissements déloyaux et illégaux de l'adversaire au vu du droit international (qui proscriit l'usage des mercenaires) ; d'où les rapports cités très largement ci-dessus - car ils sont malheureusement souvent la seule source directe, même s'ils sont extrêmement contestables... C'est surtout la propagande serbe qui dénonce régulièrement les mercenaires, notamment du côté bosniaque - jouant d'ailleurs sur le côté « exotique » de ces prétendus soldats de fortune islamistes. Les Serbes ont d'ailleurs continué sur la même veine en ce qui concerne la crise au Kosovo : ainsi une dépêche de l'agence de presse officielle Tanjug du 22 juin 1998 fait état de la présence d'une centaine de mercenaires au Kosovo. Une page spéciale du site web du gouvernement yougoslave était dédiée à la dénonciation des mercenaires opérant contre l'intégrité territoriale de la Serbie au Kosovo (<http://www.gov.yu/terrorism/dogsofwar.html>). On y trouve notamment le compte rendu de l'élimination prétendue d'un groupe de mercenaires mudjahiddins par l'armée yougoslave dans la nuit du 18 au 19 juillet 1998, dans la zone frontalière entre la Yougoslavie et l'Albanie. Les mudjahiddins éliminés lors de cet affrontement auraient été en général des anciens de la guerre en Bosnie, voire de celle en Croatie. Malheureusement, là encore, on ne dispose d'aucune confirmation de source indépendante pour ce renseignement...

Cette présence de mercenaires relativement peu organisés, consistant en une somme de cas individuels, et relevant souvent d'une volonté d'aventure ou du besoin de l'argent, n'apporte guère d'éclairage original ou spécifique à l'étude du phénomène du mercenariat. La seule nouveauté de ce genre de mercenariat en ex-Yougoslavie tient sans doute à sa proximité inhabituelle de l'Europe occidentale. En effet, loin d'être un phénomène original, ce mercenariat relève plutôt d'une résurgence des phénomènes que l'on croyait à jamais bannis de l'Europe et que l'on trouvait relativement normaux s'il s'agissait de l'Afrique ou de l'Asie. L'originalité tient aussi à la présence - qui en soit ne fait guère de doutes, même si on ne sait pas grand chose sur l'ampleur du phénomène - des mercenaires provenant des pays musulmans et dont probablement au moins une partie répondraient à une motivation d'ordre religieux (« combattants de la guerre sainte »).

Néanmoins, si nous cherchons à trouver des éléments intéressants et originaux dans l'optique de cette étude, à savoir la transformation de la guerre et notamment sa privatisation, il faut se tourner vers l'action de MPRI en Croatie, à partir du début de 1995.

2 - MPRI : un acteur ambigu, dont l'action est encore difficile à évaluer

Toute étude sur l'action de MPRI en ex-Yougoslavie se heurte à deux séries de problèmes différents : les problèmes qui tiennent au caractère partiellement confidentiel des informations (ainsi tous les détails des accords conclus ne sont pas publics, les liens entre MPRI et les autorités officielles des Etats-Unis ne sont pas clairs, tout comme l'étendu du rôle informel de MPRI dans les pays où elle est implantée,...) et ceux qui résultent du caractère très récent du phénomène étudié et du manque de recul. Ces deux séries de difficultés limitent donc forcément - et de manière certainement très importante - la validité des éléments apportés ci-dessous. Il s'agit de simples hypothèses que seule l'évolution prochaine peut infirmer ou confirmer.

En tout cas, MPRI apparaît comme un acteur ambigu et difficilement lisible, malgré une transparence formelle affichée. Nous allons nous attacher à l'étude de trois principales ambiguïtés : le positionnement de MPRI par rapport à la définition usuel de mercenariat, son statut d'entreprise privée et la dimension politico-éthique de l'action de MPRI.

2 1 - MPRI : une société de mercenaires ?

MPRI fait partie des trois sociétés de conseil et aide militaire privée les plus connues et les plus grandes - aux côtés des sociétés sudafricano-britanniques Exécutive Outcomes et Sandline International. Dans la littérature concernant ce sujet, cette compagnie américaine apparaît en général sur le même plan que ces deux sociétés et elle est donc automatiquement classée parmi les sociétés de mercenaires. Or, la chose est moins simple qu'il n'y paraît. Partons de la définition usuelle du terme « mercenaire ». David Isenberg constate un problème fondamental concernant la définition du terme. Il propose la définition traditionnelle : « non-nationals hired to take direct part in armed conflicts ». Quant au protocole 1 de la convention de Genève, il stipule que le mercenaire est « one who is motivated essentially by the desire for private gain and is promised material compensation substantially in excess of that promised or paid to combatants in the armed forces of that party ». Dans le cas des deux définitions, il y a un élément clé : la participation directe au conflit, le statut de combattant. De ce point de vue, il n'y a aucun doute quant au statut de mercenaire des combattants étrangers en ex-Yougoslavie évoqués dans la section précédente. De même, Exécutive Outcomes et Sandline International peuvent être classés comme des sociétés de mercenaires de ce point de vue : leurs employés sont directement intervenus dans certains conflits armés notamment en Afrique. Mais que peut-on dire à ce sujet à propos de MPRI ?

En effet, aucune preuve - ni même accusation - ne fait état d'une intervention directe d'un employé de MPRI dans les combats dans les Balkans - son action en Bosnie s'inscrit d'ailleurs dans un cadre d'après-guerre. Peut-on alors désigner les instructeurs de MPRI comme des mercenaires ? La réponse n'est pas évidente. En fait le seul moment de l'engagement de MPRI dans les Balkans qui permette d'aller dans le sens d'une réponse positive à cette question est celui de l'offensive surprise réussie de l'armée croate contre les Serbes en Krajina, quelques mois seulement après l'arrivée de MPRI à Zagreb. Les instructeurs américains de MPRI auraient joué en fait - selon certains - le rôle de conseillers auprès des officiers dirigeant cette offensive, et de fait auraient directement participé au conflit au titre de commandants des opérations... Ces accusations ont été niées avec virulence par les

représentants de la société. Pour trancher, nous n'avons pas à l'heure actuelle les éléments nécessaires d'information à ce sujet.

En tout cas, nous pouvons conclure ici sur l'idée que l'engagement de MPRI en ex-Yougoslavie correspond bien à une logique de privatisation des affaires militaires, sans forcément donner lieu à une classification en termes de mercenariat. Cependant même cette conclusion se heurte à une ambiguïté : celle de l'appartenance de MPRI au secteur privé.

2.2.-Une entreprise privée ?

Par son statut légal, MPRI est évidemment une entreprise privée : c'est une société fondée par plusieurs officiers de l'armée américaine en retraite. Cependant ses liens privilégiés et étroits avec le gouvernement des Etats-Unis nous incitent à nous interroger dans quelle mesure il s'agit d'un acteur privé autonome, ou s'il ne s'agit pas plutôt d'un bras prolongé et non-officiel du pentagone et du département d'Etat.

Premier constat : l'intensité des liens commerciaux entre MPRI et le gouvernement américain. En effet, près de 90% des clients de MPRI sont des départements du gouvernement américain ou des agences dépendantes du gouvernement fédéral (Département d'Etat, Office du secrétaire de la défense, Advanced research projects Agency, the US National Défense university, Office of the joint Chiefs of staff, US Army War collège, US Army, ...).

Deuxième constat : pratiquement tous les employés ou les dirigeants de MPRI sont d'anciens officiers de l'armée américaine ou des personnes ayant des contacts étroits avec le Département d'Etat ou le Pentagone.

Théoriquement, MPRI est responsable de ses contrats à l'étranger uniquement devant le gouvernement avec qui il signe le contrat (comme c'est le cas avec la Bosnie). Mais pour signer ce contrat, il a besoin d'une licence préalablement délivrée par le Département d'Etat. Même après cela, il est probable que le Département d'Etat garde un droit de regard sur la mise en œuvre du contrat. Enfin, les entraînements en Bosnie sur le terrain sont supervisés par les militaires de la SFOR (Stabilization Force de l'OTAN en Bosnie). L'autonomie de MPRI est donc assez fortement limitée.

Plusieurs facteurs nous poussent à formuler l'hypothèse selon laquelle MPRI serait utilisée comme un instrument non-officiel commode au gouvernement américain - hypothèse qui dans ses conséquences invaliderait assez largement l'idée de la privatisation de la fonction militaire (cette privatisation ne serait finalement que formelle et servirait de paravent à la raison d'Etat).

En effet, une compagnie privée comme MPRI pourrait être un moyen efficace permettant à l'administration américaine d'intervenir à l'extérieur sans engager les forces armées américaines à

proprement parler et donc sans l'obligation de consulter le Congrès et d'obtenir son accord. L'intervention de MPRI en Croatie et en Bosnie aurait été, selon certains, un premier exemple de cet usage d'une compagnie privée

2 3 - Promoteurs de la paix et des droits de l'homme, ou des mercenaires peu scrupuleux, mais soucieux de leur image ?

La troisième ambiguïté tient à la dimension politico-éthique de l'action de MPRI en ex-Yougoslavie. En effet, l'un des modes de légitimation utilisés abondamment par MPRI dans sa présentation consiste à se présenter comme un promoteur des valeurs américaines, du message démocratique et humaniste. Ainsi, les deux thèmes principaux abordés par les instructeurs de MPRI en Croatie au début de 1995 auraient été l'insertion d'une armée dans une société démocratique et la façon de concilier les opérations militaires avec le souci de respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme. MPRI se présente comme étant soucieux avant tout de préparer ses élèves à « intégrer les structures politico-militaires occidentales, notamment l'OTAN ».

Néanmoins ces professions de foi contrastent avec l'offensive meurtrière et brutale de l'armée croate engagée peu après le début de la mission de MPRI... Nous avons vu précédemment les polémiques entourant ce sujet et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a au moins une responsabilité indirecte de MPRI dans ces excès.

Il faut donc étudier le discours officiel de MPRI avec une extrême prudence : il est possible qu'il s'agisse d'un discours de circonstances dû au souci de la compagnie de soigner son image auprès du public, mais aussi auprès de ses clients, notamment ceux qui relèvent du gouvernement. Néanmoins, il convient peut-être d'éviter une interprétation extrême inverse, fondée sur une vision profondément cynique : du fait de l'origine professionnelle des cadres de la société et de la liaison étroite avec les autorités politiques des Etats-Unis, il est possible qu'un réel souci de propagation des valeurs humanitaires et démocratiques visant à instaurer la paix et la stabilité sous-tende ce discours. Là encore, force est de conclure sur une incertitude : seul l'avenir peut montrer le véritable visage de cette compagnie.

CONCLUSION

Le « technicien en uniforme » semble bel et bien avoir remplacé le « chien de guerre » dans le contexte actuel . La privatisation de la guerre ne laisse plus beaucoup d'espace à des baroudeurs comme a pu l'être un Bob Denard . L'heure est aujourd'hui à un marché du mercenariat non plus conduit par des idéalistes ou des assoiffés d'aventure, mais bien plutôt par de véritables entrepreneurs, proposant à leurs clients, Etats ou organisations internationales, une palette d'activités et de compétences, allant du professionnel du combat au manager de systèmes de simulation informatique, en passant par l'instructeur détaché auprès d'armées étrangères ou le formateur de futures jeunes recrues au sein des collèges et universités américaines . Cette tendance est renforcée par un désintérêt plus ou moins volontaire de la part des grandes nations occidentales par rapport à des conflits lointains ou dangereux, et dans lesquels les opinion ne voudrait pas qu'elles s'engagent .

Les hommes qui sont choisis sur ce marché sont de très bons professionnels - la ressource étant importante, elle laisse ainsi la possibilité aux différentes sociétés de procéder à une sélection rigoureuse - , possédant des compétences étendues, et désireux d'entamer une seconde carrière, la première les ayant laissé insatisfaits ou avides de continuer sur une voie trop vite interrompue .

Il s'agit principalement d'un marché anglo-saxon, et il est remarquable de voir combien les Français brillent par leur absence : les quelques sociétés, comme « Octogone », « Secrets » ou celle de Paul Barril, n'ont ni la prétention ni les moyens de concurrencer des compagnies comme MPRI ou Executive Outcome ; le mercenariat français est en effet peu développé du fait d'une tradition de grande centralisation en France . Ce mercenariat est donc plus proche de celui des années 70 que de celui des grandes sociétés que nous venons d'étudier : un atout qui manque peut-être dans le jeu français à l'heure où la tendance est à la délégation de la maîtrise de certains conflits ?

Même si des incertitudes subsistent encore quant à l'évaluation de l'ampleur du phénomène, il est hors de doute que le mercenariat a fait son retour sur le continent européen à l'occasion des conflits en ex-Yougoslavie. Ce constat semble suffisant pour sortir de la vision étroite de ce problème : le

mercenariat n'est plus l'apanage exclusif des désordres structurels que connaît le continent africain. Le mercenariat dans sa forme la plus traditionnelle apparaît comme un phénomène structurellement lié à la guerre, où qu'elle se déroule.

Quant à l'évolution plus générale vers une privatisation de la guerre et à la transformation du métier de mercenaire, l'étude des conflits balkaniques de la première moitié des années 1990 apporte quelques éléments de réflexion nouveaux. En effet, le rôle de MPRI en ex-Yougoslavie apparaît comme un fait spécifique et distinct des autres cas du mercenariat entrepreneurial. A la différence de Executive Outcomes ou Sandline International, MPRI se veut beaucoup plus « institutionnel » et fournisseur d'un travail de service hautement qualifié : il veut fournir des services de conseil et d'entraînement, mais pas intervenir directement dans les conflits ou assurer une quelconque protection - au moins en ce qui concerne les Balkans. La question fondamentale est de savoir si ceci est véritablement la politique définie et voulue par la compagnie ou si c'est la contrainte imposée par l'administration américaine dans une zone très visible du point de vue médiatique et politiquement très sensible. Il serait intéressant de comparer l'engagement de MPRI dans les Balkans avec celui - plus récent - en Angola. L'activité de MPRI approcherait là davantage les méthodes et le type d'activité d'une société comme Executive Outcomes.

De toute façon, il ressort de cette étude que la privatisation de la guerre reste assez largement formelle : les compagnies privées - et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne MPRI en ex-Yougoslavie - apparaissent beaucoup plus comme des paravents des actions secrètes et peu avouables de la force publique que comme des acteurs autonomes en passe de déposséder les Etats de leurs prérogatives. C'est peut-être le cas pour les Etats faibles (qui n'ont en fait de l'Etat que le nom), comme nous avons pu le voir dans certains pays africains. Mais cela paraît assez largement illusoire dès que l'on considère les Etats forts, a fortiori les Etats-Unis. Cette "privatisation" de la guerre devrait donc être appréhendée comme un danger non pas parce qu'elle correspondrait à une démission de l'Etat et à son affaiblissement, mais au contraire parce qu'elle va dans le sens d'une expansion de l'intervention de la force publique dans un espace opaque qui échappe presque entièrement au contrôle démocratique. Elle permet cependant par là même d'accroître la palette des actions possibles pour un Etat, qui voit là un paramètre supplémentaire à ajouter à sa stratégie d'action et de prévention.

Bibliographie

TOFFLER, Alvin et Heidi « *réforme de la défense, mutations culturelles et politiques* » . Les champs de mars, automne-hiver 1996

BAYART, Jean François « *Même la guerre se privatise* ». Croissance, n° 416, juin 1998 .

ELLIS, Stephen « *the historical significance of south africa's third force* » journal of southern african studies 24(2), juin 1998

CHAPLEAU, philippe et MISSER, François « *mercenaires SA* » 1998 paris Descléede Brouwer

DUMONT, Serge. « *Les mercenaires* » . Edition EPO . Anvers 1983

LE BAILLY, Jacques. « *Une poignée de mercenaires* » . Presses de la Cité . Paris . 1967

SAINT QUENTIN (de), Grégoire « *Privatisation de la violence : réémergence du mercenariat et mutations stratégiques* » . CID tribune . Avril 1998

BUHL, Harmut .DARCOURT, Pierre « *L'homme de guerre* » . Cahiers de Mars . 1998 . n° 156

DUFOUR, Jean Louis. « *Les nouveaux chiens de guerre* » . Défense . Mars 1999 . n° 83

BANEGAS, Richard . « *De la guerre au maintien de la paix : le nouveau business mercenaire* » . Critique internationale . Octobre 1998 . n° 1

MOCKLER, Anthony. « *L'histoire des mercenaires* » . Paris, éditions Stock

OLIVIER, Patrick . « *Soldats de fortune* » . Paris, éditions Gérard Devilliers 1990 .

TERCINET, Jean. « *les mercenaires et le droit international* » . Annuaire de droit international 1977 .

BERNALES BALLESTEROS, Enrique *Report on the Question of the Use of Mercenaries as a Means of Violating Human Rights and Impeding the Exercise of the right of peoples to Self-Determination*, Rapport spécial **ONU**, 1994-6, disponible sur les sites web <http://www.unhcr.ch/refworld/un/chr/chr95/thematic/29.htm> <http://www.unhchr.ch/html/menu4/garep/392a51.htm>

BRADLEY, Graham : „Ex-GIs Work to Give Bosnian Force a Fighting Chance" in *The Washington Post*, 29/1/97 (disponible sur le site web de MPRI, cf. ci-dessous)

CORY-JONES, Keith: *War dogs : British Mercenaries in Bosnia Tell Their Own Story*, Century, London, 1996

ISENBERG, David : *Soldiers of Fortune Ltd. : A Profile of Today's Private Sector Corporate Mercenary Firms*, Center for Défense Information, Washington, nov. 1997 (disponible sur le site web : <http://www.cdi.org/issues/mercenaries>)

KRITSIOTIS, Dino : *Mercenaries and the Privatization of the Warfare* in *The Fletcher Forum of WorldAffairs*, summer/fall 1998, p. 11

SHEARER, David : *Private Armies and Military Intervention*, International Institute for Strategic Studies, New York, 1998

SILVERSTEIN, Ken : *Privatizing War* in *The Nation*, 28/7-4/8/97 (disponibles sur le site web : <http://the.nation.com/1997/issue/970728/0728silv.htm>)

THOMPSON, Mark : *Generals for Hire* in *TIME Magazine*, 15/1/96, p. 34 (disponible. sur le site web : <http://suc.suc.org/-kosta/tar/external/e-generalsForHire-150195-MarkThompsonTime.html>)

Le Monde diplomatique . N° 511 . Septembre 1996 .

Sites internet consultés :

<http://www.bobdenard.com> / site officiel de Bob Denard

<http://www.sofmag.com> ⇒ revue « *Soldiers of fortune* »

<http://www.mpri.com> . site web de Military Professional Resources incorporated

<http://mprofaca.cro.net/mainmenu.html> : site du journaliste indépendant Mario Profaca dédié aux conflits dans les Balkans

<http://suc.suc.org/> : site du Serbian Unity Congress

<http://www.gov.yu/terrorism/dogsofwar.html>

<http://www.thewinds.org/archive/government/military8-97.html>

ANNEXE 1

Extraits du site internet « Bob Denard on line »

Annexe 2

Site internet de MPRI

Page de présentation

Annexe 3

Site internet MPRI

Thèmes généraux

Annexe 4

Site internet MPRI

Besoins en personnels

Annexe 5

Site internet MPRI

Contacts

Table des matières

Introduction	Page 1
 I – Analyse historique du mercenariat	 Page 3
A – Définition de la notion de mercenariat	Page 3
B - Quelques rappels historiques	Page 3
C – Typologie de diverses actions menées sur le continent africain	Page 4
1 – Une multiplication de crises qui profitent aux mercenaires	Page 4
2 - Bob Denard et les Comores	Page 5
3 – Des réactions qui n’enrayent pas le processus	Page 6
 II – Un mercenariat en mutation, qui offre de nouvelles possibilités d’action aux Etats ?	 Page 8
A - Une modification des demandes sur le marché des mercenaires due à la tendance mondiale à la démobilisation	Page 8
B - De véritables multinationales nées de l’opportunisme de quelques hommes	Page10

1 – Strategic Resources Corporation : la « galaxie » des mercenaires	Page10
2 – Un recrutement aux standards internationaux	Page11
3 – Le cas particulier des USA	Page12
C - Des filières de recrutement performantes et très professionnelles	Page13
III – Le rôle des USA, lors de la crise balkanique, au travers de la société MPRI	Page16
A – L’intervention de MPRI en ex-Yougoslavie	Page16
1 – De la Croatie à la Bosnie	Page16
2 – Le rôle de MPRI en ex-Yougoslavie	Page17
B – Quelques tentatives d’interprétation	Page19
1 – Un rôle relativement marginal dans les faits, mais exploité du point de vue médiatique	Page19
2 – MPRI : un acteur ambigu, dont l’action est encore difficile à évaluer	Page21
21 – MPRI : une société de mercenaires ?	Page22
22 – Une entreprise privée ?	Page23
23 – Promoteurs de la paix et des droits de l’homme, ou des mercenaires peu scrupuleux, mais soucieux de leur image ?	Page23
Conclusion	Page25
Bibliographie	Page27
Annexes	Page29

